

Service Vétérinaire
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 17/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL LES PISCICULTURES COTE

chemin de Plaisir Fontaine
BONNEVAUX LE PRIEURE
25290 Ornans

Références : SV/2024/02448
Code AIOT : 0052501145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement EARL LES PISCICULTURES COTE implanté LD PLAISIR FONTAINE 25290 ORNANS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Lods Vuillafans est en autorisation pour 35 tonnes de production annuelle. L'inspection est inscrite au PPC 2024.

Nouvellement en charge de la filière piscicole en santé protection animale, Monsieur Barbier réalise une inspection pour cet exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL LES PISCICULTURES COTE
- LD PLAISIR FONTAINE 25290 ORNANS
- Code AIOT : 0052501145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Piscicultures COTE exploitent 3 sites dans le Doubs : Bonnevaux - Lods/Vuillafans et Soye.

Les 3 sites sont liés car l'alevinage se situe à Bonnevaux et l'atelier de découpe conditionnement à Lods.

Le site de Lods est sous le régime de l'autorisation pour un maximum annuel de 35 tonnes.

En 2022, une MED a été prise pour permettre d'avoir un meilleur suivi de la qualité des eaux en sortie principalement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les 2 sites de Lods et Bonnevaux n'ont pas subi de modification hors l'ajout de filets de protection sur les bassins. Ils sont convenablement entretenus et organisés.
Il ressort néanmoins une non-conformité mineure.

En période d'étiage les relevés ammonium ne sont pas faits tous les jours comme le prévoit l'article 11 de l'Arrêté Préfectoral du 28 octobre 1988.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 17/11/2021, article R512-69	Sans objet
2	Notification de changement notable	Code de l'environnement du 17/11/2021, article R512-46-23-II	Sans objet
3	Suivi du débit réservé Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Sans objet
4	Résultats des analyses et des mesures	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Sans objet
5	Surveillances rejets	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Sans objet
6	Evaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Sans objet
7	Point de rejet	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats 2024 montrent un suivi plus rigoureux en terme d'autosurveillance . Il en reste que l'exploitant a des difficultés à respecter l'ensemble des préconisations de l'arrêté préfectoral (relevé journalier d'ammonium en période d'étiage. Les écarts constatés n'entraînent pas de risques majeurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/11/2021, article R512-69
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée :
L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas signalé d'incident ou d'accident depuis 2022 .
Les analyses et les données d'autosurveillance le confirme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Notification de changement notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/11/2021, article R512-46-23-II

Thème(s) : Élevage, Dossier

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Si il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.

Constats :

Ajout de filets sur les bassins.

Les sites continuent à être liés par le transfert de poissons

La production est stable en 2023 / 10 Tonnes à Bonnevaux et 34 à Lods-Vuillafans pour un total de 44 tonnes .

Au 15 juin le tonnage était de 8,6 Tonnes.

La limite de 7 tonnes est respectée au 15 juillet début de l'étiage car atteinte avant la date prévue (vers le 25 juin selon les estimations et compte tenu d'un traitement d'environ 0,8 tonnes par semaine à cette période pour l'atelier).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi du débit réservé Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23

Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux
Prescription contrôlée :
Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats :
Les débits sont réservés et consignés dans un registre pour Lods et Bonnevaux. La fréquence des 15 jours est strictement respectée pour le site de Bonnevaux . Sur Lods les écarts entre deux relevés sont plus variables, avec un dépassement des 15 jours en août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Résultats des analyses et des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux
Prescription contrôlée :
L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : Le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosier-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats :
La pisciculture dispose de plans à jour précisant les éléments nécessaires à une bonne connaissance du système d'exploitation. Les boues produites par l'atelier sont évacuées par l'entreprise FCA. Les résultats d'analyses des eaux (entrée et sortie des installations) respectent les maximums d'écart prévus par l'arrêté Préfectoral . Pendant la période d'étiage concernant le flux de polluant NH4 Flux de 1 kg pour un maximum de 4 kg DBO5 Flux de 6,48 kg pour un maximum de 80 kg MEST Flux de 0 kg pour un maximum de 50 kg Pendant la période d'étiage concernant la concentration de polluant NH4 Augmentation de 0,08 pour un maximum de 0,01 mg / l DBO5 Augmentation de 0,5 pour un maximum de 0,2 mg / l MEST augmentation de 0 pour un maximum de 0,15 mg / l
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillances rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées. Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet. La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an. Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Le programme de surveillance mis en place par l'exploitant permet de suivre les critères retenus en seuil d'alerte. Les relevés NH4 / NO2 / PO 3-4 sont réalisés tous les 15 jours .
La distance est de 120 mètres entre l'entrée de la pisciculture et le point de rejet .
Les relevés NH4 ne sont pas réalisés tous les jours pendant la période d'étiage inscrite dans l'arrêté préfectoral .L exploitant adapte sa pratique si nécessaire pendant l'étiage constaté (très fluctuant au niveau des dates)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Evaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Art. 7. - Le fonctionnement de la pisciculture est conforme *1 au I de l'article L. 214-17 et 1* à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :
• la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
• les prélèvements d'eau associés. L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau. L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé. Dans les cours d'eau *1 dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement 1*, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture. La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

Les grilles en amont et aval sont bien présentes et les échelles misent en place (vu sur photo pour Bonnevaux car non accessible suite à des chutes arbres récentes)
Les ouvrages de prise d'eau laissent les eaux circuler .

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14

Thème(s) : Élevage, Pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixée à l'article 15. Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés. Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Constats :

Il n'y a qu'un seul point de rejet. Il n'y a pas de traitement des eaux à la sortie de la pisciculture. Les seules boues produites sont évacuées par FCA.

Type de suites proposées : Sans suite